

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

15 janvier 2020

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant la loi du 29 juillet 1934  
interdisant les milices privées  
en vue d'interdire les groupements  
non démocratiques**

(déposée par Mme Meryame Kitir)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 januari 2020

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van de wet van  
29 juli 1934 waarbij de private militias  
verboden worden wat het verbod van  
ondemocratische groeperingen betreft**

(ingediend door mevrouw Meryame Kitir)

**RÉSUMÉ**

*La loi sur les milices privées a été adoptée en 1934 dans le but d'interdire des organisations privées qui veulent se substituer à l'armée ou la police ou l'imiter.*

*À l'heure actuelle, la menace émane plutôt d'organisations constituées dans le but de semer la haine parmi la population.*

*Cette proposition vise dès lors à interdire également les organisations essentiellement caractérisées par la volonté d'inciter à la violence, à la discrimination ou à la haine pour certains motifs.*

**SAMENVATTING**

*In 1934 werd de wet op de private militias aangenomen om particuliere verenigingen te verbieden die het leger of de politie willen vervangen of imiteren.*

*Momenteel gaat de dreiging eerder uit van organisaties die opgericht zijn met de bedoeling om haat te zaaien onder de bevolking.*

*Daarom het voorstel om ook verenigingen te verbieden die als wezenlijk kenmerk hebben dat zij aanzetten tot geweld, discriminatie of haat op bepaalde gronden.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 0649/001.

Dans les années trente, des organisations paramilitaires d'extrême-gauche et d'extrême-droite ont organisé des parades d'hommes armés et en uniforme sur la voie publique, ce qui a fréquemment dégénéré en de violents combats. Ce déploiement de forces en public constituait une menace sérieuse pour la survie de l'État de droit démocratique et pour son monopole à l'égard de l'utilisation de la violence. C'est la raison pour laquelle la loi sur les milices privées a été adoptée en 1934. Cette loi permet d'interdire des organisations privées qui veulent se substituer à l'armée ou la police ou l'imiter.

Les articles 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>bis existants interdisent les associations dont l'objet est de recourir à la force ou de s'immiscer dans les actions de la police ou de l'armée. Ces articles protègent ainsi le monopole de l'État de droit en matière de recours à la violence à l'égard d'organisations paramilitaires qui paradedent par exemple en uniforme dans des lieux publics ou organisent des exercices collectifs destinés à enseigner l'utilisation de la violence à des particuliers.

À l'époque d'internet et des médias sociaux, ce ne sont plus les troupes de choc paradant dans les rues en uniforme qui constituent le principal danger, mais les organisations constituées dans le but de semer la haine parmi des tiers inconnus et de les encourager à la violence et aux pratiques discriminatoires.

Il s'agit, par exemple, d'associations néonazies telles que *Blood and Honour*, qui organisent des soirées musicales privées au cours desquelles sont propagées la haine, la discrimination et la violence à l'encontre des juifs, des non-blancs et des non-chrétiens. Ou d'associations de fanatiques ultrareligieux, qui se rendent coupables de haine, de discrimination et de violence à l'égard des incroyants, comme cela a été récemment le cas de l'organisation islamiste *Sharia4Belgium*. Ces deux types d'associations ne tentent plus de se substituer à l'armée ou à la police en organisant des parades publiques d'intimidation en uniforme, mais veulent semer la haine et la violence par le biais des médias sociaux et de réunions privées.

Ces deux types d'associations s'opposent de manière active et agressive à l'état de droit démocratique, à ses libertés et à sa tolérance. À l'instar des milices privées

## ALGEMENE TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 0649/001.

In de jaren dertig organiseerden paramilitaire organisaties van extreemlinkse en extreemrechtse strekking in het openbaar geüniformeerde en gewapende parades die vaak in grote gevechten uitliepen. Dit openbare machtsvertoon vormde een ernstige bedreiging voor het voortbestaan van de democratische rechtstaat en zijn geweldmonopolie. Daarom werd in 1934 de wet op de private milities aangenomen om particuliere verenigingen te verbieden die het leger of de politie willen vervangen of imiteren.

In de bestaande artikelen 1 en 1bis worden verenigingen verboden die het oogmerk hebben om geweld te gebruiken of die zich inlaten met de activiteiten van de politie of het leger. Deze artikelen beschermen zo het geweldmonopolie van de rechtstaat tegen paramilitaire organisaties die zich bijvoorbeeld geüniformeerd in het openbaar bewegen of collectieve oefeningen houden die particulieren onderrichten in het gebruik van geweld.

In dit tijdperk van internet en sociale media gaat het grootste gevaar niet meer uit van particuliere stoottroepen die geüniformeerd door de straten paraderen maar van organisaties die opgericht zijn met de bedoeling om haat te zaaien onder onbekende derden en om hen te bewegen tot geweld of discriminerende handelingen.

Het gaat bijvoorbeeld om neonazistische verenigingen zoals *Blood and Honour*, die besloten muziekbijeenkomsten organiseren waarbij haat, discriminatie en geweld jegens Joden, niet-blanken en niet-christenen gepropageerd wordt. Of om verenigingen van ultrareligieuze fanatici die haat, discriminatie en geweld plegen tegen ongelovigen zoals onlangs gebeurde door de Islamistische organisatie *Sharia4Belgium*. Beide soorten verenigingen proberen niet langer leger of politie te vervangen door het houden van intimiderende openbare parades in uniform maar willen haat en geweld zaaien via sociale en andere media en besloten bijeenkomsten.

Beide soorten verenigingen zijn op actieve en agressieve wijze gekant tegen de democratische rechtstaat, zijn vrijheden en zijn tolerantie. Net als de private milities

des années trente, elles souhaitent la fin de la liberté et de la démocratie et tentent de créer les conditions sociales à cet effet par la diffusion de la haine, de la discrimination et de la violence. Ce genre d'associations activement et agressivement antidémocratiques n'a pas le droit d'exister dans un état de droit démocratique. Elles s'efforcent en effet de porter atteinte, au besoin en recourant à la violence, aux droits et libertés des autres et de les supprimer. Elles souhaitent bouleverser la coexistence libre et pacifique et portent ainsi atteinte au fondement de la société démocratique.

La possibilité d'interdire de telles associations revêt avant tout une grande importance de principe. L'état de droit doit être en mesure d'interdire les associations qui minent son autorité en incitant volontairement des tiers à la violence, à la haine et à la discrimination. Si les associations représentant un danger tangible et menaçant pour l'état de droit sont tolérées et conservent le droit d'exister, l'état de droit manque à son devoir de se protéger contre ses ennemis (voir CEDH, 13 février 2003, *Parti de la Prospérité (Refah Partisi) et d'autres c. Turquie*). En dernier instance, l'état de droit doit être capable non seulement de poursuivre les membres d'une association antidémocratique, mais aussi de mettre l'association elle-même hors la loi. Il s'agit de la clé de voûte symbolique de la protection de la démocratie.

Cela n'est d'ailleurs pas à proprement parler une nouveauté dans le contexte du droit belge, puisque les milices privées peuvent d'ores et déjà être interdites et que la constitutionnalité de cette interdiction n'a jamais été mise en cause. Il est cohérent et logique d'élargir cette interdiction à l'association qui est aujourd'hui le fléau de l'État de droit et de la coexistence pacifique. L'intention du législateur de 1934 n'est pas différente de celle du présent amendement, si ce n'est qu'elle a été adaptée à notre époque.

Une dernière raison importante en faveur de l'interdiction d'association porte davantage sur l'aspect pratique que sur le principe. Si une association qui incite autrui à la violence, la haine ou la discrimination est interdite, il est beaucoup plus simple, pour le bourgmestre, de légitimer une interdiction de rassemblement, de réunion ou de manifestation pour cette association ou pour son successeur. Aujourd'hui, les bourgmestres se plaignent souvent de l'étroitesse de la base juridique et politique dont ils disposent parfois pour interdire ce type de manifestations. La présente proposition de loi tend à pallier ce manquement.

À la demande la commission de l'Intérieur, le Conseil d'État a rendu un avis détaillé (DOC 53 0809/009) sur la proposition de loi initiale, ainsi que sur les

van de jaren dertig zijn zij uit op het einde van vrijheid en democratie en proberen zij via de verspreiding van haat, discriminatie en geweld de maatschappelijke voorwaarden daarvoor te scheppen. Dit soort van actieve en agressieve antidemocratische verenigingen hebben geen bestaansrecht in een democratische rechtstaat. Zij ijveren er immers voor de rechten en vrijheden van anderen, desnoods door geweld, te schenden en af te schaffen. Zij willen het vreedzame en vrije samenleven ontwrichten en tasten zo het wezen van de democratische maatschappij aan.

De mogelijkheid om dergelijke verenigingen te verbieden, is in de eerste plaats van groot principiële belang. De rechtstaat moet in staat zijn om verenigingen te verbieden die haar gezag ondergraven door derden kwaadwillig aan te zetten tot geweld, haat en discriminatie. Als verenigingen die een tastbaar en dreigend gevaar vormen voor de rechtstaat getolereerd worden en bestaansrecht behouden, verzuimt de rechtstaat haar plicht om zichzelf te beschermen tegen haar vijanden (zie EHRM, 13 februari 2003, *Welvaartspartij (Refah Partisi) en anderen t. Turkije*). De rechtstaat moet in laatste instantie in staat zijn om niet alleen de leden van een antidemocratische vereniging te vervolgen, maar ook om de vereniging zelf buiten de wet te stellen. Dit is het symbolische sluitstuk van de bescherming van de democratie.

Daar is trouwens weinig nieuws aan in de context van het Belgisch recht aangezien private milities vandaag al mogen verboden worden en de grondwettigheid van dit verbod nooit werd betwist. Het is coherent en logisch om dat verbod uit te breiden naar verenigingen die momenteel de gesel zijn van de rechtstaat en het vreedzame samenleven. De bedoeling van de wetgever in 1934 was dezelfde aan deze van de huidige wetgever maar dan aangepast aan ons tijdperk.

Een laatste belangrijke reden voor het verenigingsverbod is eerder praktisch dan principiële. Als een vereniging die derden aanzet tot geweld, haat of discriminatie verboden is, wordt het voor burgemeesters veel eenvoudiger een grondslag te vinden voor het weren van bijeenkomsten, vergaderingen of betogingen van die vereniging of diens rechtsopvolger. Burgemeesters klagen er vandaag vaak over dat zij soms maar een zwakke juridische en politieke basis hebben om dergelijke manifestaties te verbieden. Wij wensen hiertoe een bijdrage te leveren.

De Raad van State heeft op vraag van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers een uitvoerig advies uitgebracht over het initieel ingediende wetsvoorstel,

amendements n<sup>os</sup> 1 à 19<sup>1</sup>. Le Conseil d'État a strictement maintenu l'interdiction absolue de mesures préventives prévue aux articles 19 et 27 de la Constitution, et a déjà tout aussi strictement insisté sur le respect des articles 10 et 11 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), chaque fois à propos de la liberté d'expression et de la liberté d'association. L'examen de la proposition au regard du principe de légalité a également été effectué de manière rigoureuse.

Notre souhait est de répondre à toutes les observations du Conseil d'État. C'est pourquoi la proposition prend soin de maintenir l'équilibre entre, d'une part, les intérêts de l'État de droit démocratique, qui sont notamment de se protéger contre les associations qui luttent activement et agressivement contre sa survie, et, d'autre part, le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales tels qu'ils sont protégés par la Constitution belge et la Convention européenne des droits de l'homme.

La présente proposition faisait partie de l'amendement n<sup>o</sup> 20 à la proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées en vue d'interdire les groupements non démocratiques<sup>2</sup> qui a été soumis à l'avis du Conseil d'État. Celui-ci a rendu son avis sur cet amendement le 30 septembre 2013<sup>3</sup>. Il n'avait pas d'autres observations à formuler concernant le texte qui lui a été soumis.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 2

L'article 2 s'inspire des amendements n<sup>os</sup> 6 (de MM. Ducarme et Bacquelaine), 14 (de MM. Vanvelthoven et Devin) et 18 (de Mme Fonck et M. Dallemagne) sur la proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées en vue d'interdire les groupements non démocratiques<sup>4</sup>, présentés précédemment, mais tient également compte des observations du Conseil d'État concernant ces amendements.

Nous proposons d'insérer un nouvel article 1<sup>er</sup>ter dans la loi du 29 juillet 1934 sur les milices privées. Cette disposition vise les associations qui constituent aujourd'hui, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la principale menace pour l'état de droit démocratique et son monopole de la

<sup>1</sup> *Doc. Parl. Chambre* 2012-13, DOC 53 0809/008.

<sup>2</sup> *Doc. Parl. Chambre* 2012-13, DOC 53 0809/009.

<sup>3</sup> *Doc. Parl. Chambre* 2012-13, DOC 53 0809/012.

<sup>4</sup> *Doc. Parl. Chambre* 2010-11, DOC 53 0809/001.

alsook over de ingediende amendementen 1 tot en met 19<sup>1</sup>. De Raad van State heeft het absolute verbod van preventieve maatregelen onder de artikelen 19 en 27 van de Grondwet strikt gehandhaafd en heeft al even strikt toegezien op de naleving van de artikelen 10 en 11 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM) telkens inzake vrijheid van meningsuiting en vrijheid van vereniging. Ook de toetsing aan het legaliteitsbeginsel is rigoreus doorgevoerd.

Wij wensen een antwoord te bieden op alle opmerkingen van de Raad van State. Het wetsvoorstel bewaart dan ook zorgvuldig het evenwicht tussen enerzijds de belangen van de democratische rechtstaat om zich te beschermen tegen verenigingen die haar voortbestaan actief en agressief bestrijden en anderzijds de eerbied voor de fundamentele rechten en vrijheden zoals die beschermd worden in de Belgische Grondwet en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Dit voorstel maakte deel uit van amendement nr. 20 op het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, wat het verbod van ondemocratische groeperingen betreft<sup>2</sup> dat aan de Raad van State werd voorgelegd. De Raad van State heeft over dit amendement advies uitgebracht op 30 september 2013<sup>3</sup> en had geen verdere opmerkingen bij de aan hem voorgelegde tekst.

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### Artikel 2

Artikel 2 put inspiratie uit de eerder ingediende amendementen nrs. 6 (van de heren Ducarme en Bacquelaine), 14 (van de heren Vanvelthoven en Devin) en 18 (van mevrouw Fonck en de heer Dallemagne) op het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, wat het verbod van ondemocratische groeperingen betreft<sup>4</sup> maar houdt tegelijk rekening met de opmerkingen van de Raad van State op deze amendementen.

Er wordt in de wet op de private milities van 29 juli 1934 een nieuw artikel 1<sup>er</sup>ter ingevoegd. Deze bepaling viseert de verenigingen die momenteel de grootste dreiging vormen voor de democratische rechtstaat en diens geweldmonopolie: verenigingen die als oogmerk

<sup>1</sup> *Parl. St. Kamer* 2012-13, DOC 53 0809/008.

<sup>2</sup> *Parl. St. Kamer* 2012-13, DOC 53 0809/009.

<sup>3</sup> *Parl. St. Kamer* 2012-13, DOC 53 0809/012.

<sup>4</sup> *Parl. St. Kamer* 2010-11, DOC 53 0809/001.



violence: les associations ayant pour but d'inciter des tiers aux actes de violence, aux pratiques discriminatoires ou à la haine.

Dans son avis, le Conseil d'État a toutefois mentionné un certain nombre de conditions essentielles dont doit être assorti un élargissement éventuel de l'interdiction d'association: "(La définition légale doit) exclure qu'un ou plusieurs actes émanant de membres ou de membres dirigeants de l'organisation suffisent pour considérer celle-ci comme interdite. Ici aussi, il convient de préciser que seules les organisations qui sont créées dans le but d'inciter à la discrimination, à la haine ou à la violence ou dont l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence est une caractéristique essentielle, peuvent être interdites. Par ailleurs, afin de ne pas limiter la liberté d'expression plus que nécessaire, il doit être clairement établi, au regard de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, qu'il ne peut être question d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence, au sens de la proposition, que s'il y a dol spécial."<sup>5</sup>

Le Conseil réitère ces critères comme un mantra dans de nombreux autres passages de l'avis<sup>6</sup> et précise ainsi très clairement que ces conditions sont indispensables pour que la proposition de loi soit conforme à la Constitution. C'est pourquoi les conditions mentionnées par le Conseil ont été également scrupuleusement reprises dans l'article 2. Celui-ci indique explicitement que seules peuvent être interdites les associations qui (1) sont créées dans le but (c'est l'intention délictueuse dont parle le Conseil d'État), ou (2) qui ont pour caractéristique essentielle, d'inciter des tiers à la violence, à la discrimination ou à la haine.

Une condition supplémentaire posée par le Conseil, dans un autre passage de son avis, est que la loi doit mentionner, explicitement et de manière limitative, les caractéristiques sur la base desquelles une association ne peut inciter à la violence, à la haine ou à la discrimination, sous peine de violer le principe de la légalité. Le Conseil écrit littéralement: "la liste des fondements d'incitation à la violence de l'amendement n° 14, inclut tous les fondements des lois anti-discrimination, tout en ajoutant la notion indéterminée de "toute autre caractéristique". Une telle indétermination n'est pas compatible avec le principe de la légalité en matière pénale. La Cour constitutionnelle a en effet considéré que, "dès lors que la discrimination est un élément constitutif des infractions, le législateur devait définir les motifs de discrimination visés dans ces dispositions, sous peine de méconnaître le principe de la légalité en matière pénale, ainsi que

hebben om derden aan te zetten tot geweldplegingen, tot discriminerende handelingen en tot haat.

In zijn advies heeft de Raad van State wel enkele essentiële voorwaarden vermeld voor een eventuele verdere beperking van het recht van vereniging: "(De wettelijke omschrijving dient) uit te sluiten dat één of enkele daden van leden of bestuursleden van de organisatie volstaan om deze organisatie als verboden te beschouwen. Ook hier dient duidelijk te worden gemaakt dat slechts organisaties die zijn opgericht om aan te sporen tot discriminatie, haat of geweld of waarvan het aansporen tot discriminatie, haat of geweld een wezenlijk kenmerk is, kunnen worden verboden. Om daarenboven de vrijheid van meningsuiting niet méér te beperken dan wat kan worden verantwoord, dient het, in het licht van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, duidelijk te zijn dat er alleen in geval van bijzonder opzet sprake is van het aansporen tot discriminatie, haat of geweld, in de zin van het voorstel."<sup>5</sup>

De Raad herhaalt deze criteria als een mantra bij talrijke andere passages in het advies<sup>6</sup> en maakt daarmee zeer duidelijk dat deze voorwaarden onmisbaar zijn voor een grondwetsconform wetsvoorstel. Daarom zijn de door de Raad vermelde voorwaarden ook nauwgezet opgenomen in artikel 2. Daarin wordt uitdrukkelijk gesteld dat een vereniging alleen verboden kan worden als zij (1) opgericht is met het oogmerk (dit is het bijzonder opzet waarover de Raad van State het heeft) om of (2) als wezenlijk kenmerk heeft om derden aan te zetten tot geweld, discriminatie of haat.

Een bijkomende voorwaarde die de Raad op een andere plaats in zijn advies stelt, is dat de wet de kenmerken op basis waarvan een vereniging niet mag aanzetten tot geweld, haat of discriminatie uitdrukkelijk en limitatief vermeld moeten worden. Dit op straffe van schending van het legaliteitsbeginsel. De Raad schrijft letterlijk: "(...) de lijst, in amendement 14, (bevat) van motieven om tot geweld aan te zetten alle motieven die in de antidiscriminatiewetten worden genoemd en wordt daar het onbestemde begrip "enig ander kenmerk" aan toegevoegd. Een dergelijke vaagheid lijkt niet verenigbaar te zijn met het wettigheidsbeginsel in strafzaken. Het Grondwettelijk Hof heeft immers geoordeeld: "Aangezien de discriminatie een constitutief bestanddeel is van de misdrijven die worden bestraft door de artikelen 21 tot 23 van de Algemene Antidiscriminatiewet, moest de wetgever overigens de in die bepalingen beoogde

<sup>5</sup> Avis du CE, section de législation, *Doc. Parl. Chambre* 2012-13, DOC 53 0809/008, point 32.

<sup>6</sup> Avis du CE, section de législation, *Doc. Parl. Chambre* 2012-13, DOC 53 0809/008, points 34, 35 et 45.

<sup>5</sup> Advies RvS, afdeling wetgeving, *Parl. St. Kamer* 2012-13, DOC 53 0809/008, nr. 32.

<sup>6</sup> Advies RvS, afdeling wetgeving, *Parl. St. Kamer* 2012-13, DOC 53 809/008, nrs. 34, 35 en 45.

l'avait constaté la Cour au B.21, alinéa 2, de son arrêt n° 157/2004 du 6 octobre 2004".<sup>7</sup>

C'est précisément pour éviter l'imprécision évoquée le Conseil d'État, qui serait contraire au principe de la légalité, que l'article énumère chaque fois les motifs de discrimination pertinents de manière limitative.

La catégorie supplémentaire d'associations interdites dans l'article 1<sup>er</sup>ter inséré a dès lors été définie de manière extrêmement restrictive, comme le préconisait la section de législation du Conseil d'État. Seules les associations constituées avec (1) l'objectif d'inciter des tiers à la violence, à la haine ou à la discrimination (l'intention délictueuse) ou ayant cette incitation pour (2) caractéristique essentielle, entrent en ligne de compte. Les associations qui incitent des tiers à la violence, à la haine ou à la discrimination de manière fortuite, incidente ou involontaire ne peuvent pas être interdites. Il ne suffit pas que l'infraction ait été commise sciemment et volontairement (dol général).

Ces deux conditions font que seules les associations qui méconnaissent l'État de droit démocratique de manière grave et manifeste et qui le combattent de manière active et agressive peuvent être interdites. C'est précisément aussi la catégorie qui doit être combattue. Toutes les associations ne sont pas susceptibles d'être interdites. C'est ainsi que les associations qui incitent involontairement des tiers à la violence, à la haine ou à la discrimination ou ne le font qu'incidemment ou ponctuellement ne sont pas interdites.

De même, les associations dont l'objectif est uniquement politique, syndical, humaniste ou religieux ne sont pas visées. Cette dernière exception a d'ailleurs déjà été mentionnée clairement dans l'amendement n° 18<sup>8</sup> et a emporté l'adhésion explicite du Conseil d'État: "En prévoyant cette dernière exclusion, la disposition proposée indique de manière suffisante qu'un ou plusieurs actes émanant de membres ou de membres dirigeants de l'organisation incitant à la haine ou à la violence ne suffisent pas lorsque l'organisation poursuit en réalité un but légitime en soi. Cette exclusion n'implique pas, au demeurant, que les actes en question ne pourraient pas eux-mêmes donner lieu à des poursuites pénales."

À la lumière de ce qui précède, il ne fait aucun doute que la proposition à l'examen est totalement conforme

discriminatiegronden definiëren, op straffe van schending van het wettigheidsbeginsel in strafzaken, zoals het Hof heeft vastgesteld in B.21, tweede alinea, van zijn arrest nr. 157/2004 van 6 oktober 2004".<sup>7</sup>

Precies om de door de Raad van State vermelde vaagheid die strijdig zou zijn met het wettigheidsbeginsel te vermijden, zijn de relevante discriminatiegronden in het artikel telkenmale limitatief opgesomd.

De bijkomende categorie van verboden verenigingen in het nieuwe artikel 1<sup>er</sup>ter is op aangegeven van de Raad van State afdeling Wetgeving dan ook uiterst restrictief gedefinieerd. Alleen verenigingen die opgericht zijn met (1) het oogmerk om derden aan te zetten tot geweld, haat of discriminatie (wat het strafrechtelijke bijzonder opzet inhoudt) of die dat aanzetten als (2) wezenlijk kenmerk hebben, komen in aanmerking voor een verbod. Verenigingen die toevallig, bij wijze van incident of onbedoeld derden aanzetten tot geweld, haat of discriminatie kunnen niet verboden worden. Het is onvoldoende dat het misdrijf wetens en willens gepleegd werd (algemeen opzet).

Deze twee voorwaarden zorgen ervoor dat alleen verenigingen die de democratische rechtstaat op grove en kennelijke wijze miskennen en die haar actief en agressief bestrijden, verboden worden. Dat is ook precies de categorie die bestreden moet worden. Alle andere verenigingen komen niet voor een verbod in aanmerking. Zo worden verenigingen die onbedoeld derden aanzetten tot geweld, haat of discriminatie en verenigingen die dit slechts incidenteel doen niet verboden.

Ook verenigingen die bijvoorbeeld alleen politieke, syndicale, humanistische of religieuze bedoelingen hebben ontspringen vanzelfsprekend de dans. Dit laatste werd overigens eerder al duidelijk vermeld in het amendement 18<sup>8</sup> en kon op de uitdrukkelijke goedkeuring van de Raad van State rekenen: "Door die laatste uitsluiting geeft de voorgestelde bepaling op afdoende wijze aan dat één of enkele uitingen van leden of bestuursleden van de organisatie die aanzetten tot haat of geweld niet volstaan wanneer de vereniging an sich een rechtmatig oogmerk in werkelijkheid nastreeft. Deze uitsluiting impliceert overigens niet dat de desbetreffende daden zelf niet tot een strafvervolgving aanleiding zouden kunnen geven."

In het licht van het voorgaande hoeft er geen twijfel over te bestaan dat het voorliggende voorstel volledig

<sup>7</sup> Avis du CE, section de législation, *Doc. Parl.* Chambre 2012-13, DOC 53 0809/008, point 35.

<sup>8</sup> *Doc. Parl.* Chambre 2011-12, DOC 53 0809/007.

<sup>7</sup> Advies RvS, afdeling wetgeving, *Parl. St.* Kamer 2012-13, DOC 53 0809/008, nr. 35.

<sup>8</sup> *Parl. St.* Kamer 2011-12, DOC 53 0809/007.

aux articles 19 et 27 de la Constitution, lus conjointement avec les articles 10 et 11 de la CEDH.

#### Article 3

Cet article ajoute le nouveau article 1<sup>er</sup>ter à l'énumération de l'article 2 actuel de la loi sur les milices privées, afin qu'on prévoit aussi des sanctions pénales pour la violation de l'article 1<sup>er</sup>ter.

#### Article 4

Cet article découle de l'article 2, qui interdit une catégorie supplémentaire d'associations dans la loi sur les milices privées, dont l'intitulé doit dès lors aussi être modifié.

in overeenstemming is met de artikelen 19 en 27 van de Grondwet, samen gelezen met de artikelen 10 en 11 van het EVRM.

#### Artikel 3

Dit artikel voegt het nieuwe artikel 1ter toe aan de opsomming van het huidige artikel 2 van de wet op de private militias, zodat er ook een strafsancities komt voor de overtreding van het nieuwe artikel 1ter.

#### Artikel 4

Dit artikel vloeit voort uit artikel 2, waarbij in de wet op de private militias een extra categorie verenigingen wordt verboden, waardoor het opschrift van de wet op de private militias ook dient gewijzigd te worden.

Meryame KITIR (sp.a)



## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

### Art. 2

Dans la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, il est inséré un article 1<sup>er</sup>ter rédigé comme suit:

“Art. 1<sup>er</sup>ter. Est aussi interdite:

Toute association ayant pour objectif ou pour caractéristique essentielle d'inciter à la violence, à la discrimination ou à la haine en raison de la nationalité, d'une prétendue race, de la couleur de peau, de l'ascendance, de l'origine ethnique ou nationale, de la conviction religieuse ou philosophique, de l'orientation sexuelle, de l'état civil, de la langue, du sexe ou d'un changement de sexe.

Une organisation dont l'objet est exclusivement d'ordre politique, syndical, philanthropique, philosophique ou religieux ou qui poursuit exclusivement tout autre but légitime ne peut, en tant que telle, être considérée comme un groupement ou une association visée au présent article.”

### Art. 3

L'alinéa premier de l'article 2 de la même loi est complété par:

“ceux qui créent une organisation en violation de l'article 1<sup>er</sup>ter”.

### Art. 4

L'intitulé de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées, est remplacé par ce qui suit:

“loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et les associations incitant à la violence, à la discrimination ou à la haine”.

26 septembre 2019

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

### Art. 2

In de wet van 29 juli 1934 waarbij private milities verboden worden, wordt een artikel 1<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende:

“Art. 1<sup>ter</sup>. Desgelijks is verboden:

Elke vereniging die als oogmerk of wezenlijk kenmerk heeft, dat zij aanzet tot geweld, discriminatie of haat op grond van nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, etnische of nationale afstamming, geloof of levensbeschouwing, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, taal, geslacht of geslachtsverandering is verboden.

Een organisatie waarvan het oogmerk uitsluitend politiek, vakorganisatorisch, menslievend, levensbeschouwelijk of godsdienstig is of die uitsluitend elk ander rechtmatig oogmerk nastreeft, kan als zodanig niet beschouwd worden als een groep of vereniging zoals omschreven in dit artikel.”

### Art. 3

In artikel 2 van dezelfde wet wordt het tweede lid aangevuld met de woorden:

“zij die met overtreding van artikel 1<sup>ter</sup> een vereniging oprichten”.

### Art. 4

Het opschrift van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“wet van 29 juli 1934 waarbij private milities en verenigingen die aanzetten tot geweld, discriminatie of haat verboden worden”.

26 september 2019

Meryame KITIR (sp.a)